



Jusqu'au bout, ce président élu, pas comme les autres, aura entretenu une situation si floue depuis le début, qu'il va terminer son mandat en ayant placé Madagascar au rang de 4^e pays le plus pauvre du monde, avec un recul d'une place en une année seulement, de 2017 à 2018. Mais les racines de son incompétence proviennent de lui-même si l'on remonte en 2016.

Ainsi, en juin 2016, le président Hery Rajaonarimampianina était l'invité de Tokunbo Salako, dans l'émission « *The Global Conversation* » sur Euronews. Ci-après des extraits de l'interview en anglais traduits en français.



Tokunbo Salako : Monsieur le Président, vous avez traversé deux années difficiles, comment vous sentez-vous ?

Hery Rajaonarimampianina : Je me sens engagé, engagé davantage pour le bien de la population malgache, pour le bien de ce pays. Aujourd'hui, le plus important pour moi c'est la

détermination d'aller de l'avant, de sortir ce pays et sa population de la pauvreté, d'amener un développement, d'exploiter les ressources qu'il y a dans ce pays pour le bien de sa population.

TS : Avez-vous toujours eu l'ambition de devenir Président ?

HR : Non je n'avais jamais pensé en 2009 à être président, moi je pensais tout simplement que j'avais une responsabilité lorsque j'étais ministre des Finances et du Budget. C'était une grande responsabilité, et je crois que c'était déjà l'occasion pour servir le pays. Par la suite, je suis devenu Président, donc cela me donne encore l'occasion de servir un peu plus. Et puis comme je suis jeune, réfléchir à ce pays, le bien de ce pays, la formation que j'ai eue, la profession que j'ai exercée, mais tout cela à mon avis ce sont ce que j'appellerais le socle qui ont forgé un homme.

TS : Revenons à ce qui s'est passé l'année dernière (2016) avec la tentative de destitution où l'on a vu des membres de votre propre parti se retourner contre vous. Cela vous a-t-il fait penser au coup d'Etat ?

HR : On ne peut pas comparer ces deux événements. C'est vrai que l'année dernière il y avait eu ces événements mais je pense que les politiciens ont parlé, mais le peuple a aussi réagi, le peuple a manifesté son intérêt suprême qui est la stabilité et le développement.

TS : A propos de stabilité, le Forum économique mondial a placé votre pays parmi les pays les plus instables politiquement au monde. Qu'en pensez-vous ?

HR : Mon premier objectif, c'est de mettre en place cette stabilité. Il faut une stabilité politique. Il faut cette stabilité là pour attirer les investisseurs, donc cette stabilité se manifeste, à différents niveaux. Elle se manifeste au niveau de la mise en place aussi de l'état de droit, de la lutte contre la corruption, l'abus de gouvernance aussi, et je pense que pour parler uniquement que des investisseurs, nous mettons en place un cadre dans le monde des affaires qui pourrait attirer davantage ces investisseurs.

TS : La dernière fois que vous étiez ici, vous décriviez votre pays comme un « *work in progress* » par rapport à son développement économique, où en êtes-vous maintenant ?

HR : Et bien le chantier se poursuit, le développement c'est un grand chantier, donc nous menons les grands projets que j'appelle les projets structurants. Vous savez je ne suis pas là pour dénigrer ce qui était fait avant, mais je crois que la faiblesse c'est la faiblesse de projets structurants qui manquaient dans le pays, pour ne prendre que l'énergie par exemple. Comment peut-on imaginer qu'aujourd'hui à Madagascar, alors qu'on a du soleil, on a du vent, on a des cours d'eau, des fleuves importants, 70% de notre énergie est produit encore par le thermique. Je crois que c'est inadmissible, donc aujourd'hui je suis là pour mettre en place les projets d'énergies, énergies renouvelables en plus pour utiliser toutes ces ressources-là afin justement de profiter de ces ressources là pour le développement du pays, c'est ça que j'appelle les projets structurants.

TS : Votre pays est très riche en ressources naturelles mais toujours désespérément pauvre et avec la chute des prix des matières premières en Afrique, quelles sont vos projets pour vous diversifier ?

HR : Ecoutez justement lorsque vous parlez de paradoxe, on lutte contre ça, on veut renverser la vapeur, en utilisant ces ressources-là pour l'intérêt du pays. C'est vrai que le domaine minier dans le cadre de notre économie est important, et l'année dernière nous avons subi les contrecoups de la baisse, des prix des produits mais il n'y a pas que les mines à Madagascar. Il y a de grands potentiels dans différents secteurs pour ne parler que du tourisme avec l'environnement, j'allais dire pratiquement unique que l'on a à Madagascar. On a des produits endémiques, une faune et une flore endémique à Madagascar. Donc tout ça à mon avis, ce sont des produits d'appel, pour développer un tourisme différent, un tourisme écologique basé sur le développement aussi de l'environnement.

TS : Juste une dernière question de la part de mes enfants, Monsieur le Président : est-ce que le succès du film d'animation Madagascar a eu un impact sur le tourisme ?

HR : Ne serait-ce que le nom Madagascar. C'est déjà important que les enfants se l'approprient, les grands connaissent le nom Madagascar. Maintenant il s'agit de faire encore plus, moi je sens qu'il y a un intérêt aujourd'hui vers ce pays, je sens que l'on commence petit à petit à connaître ce pays, à travers... pas seulement à travers ce film mais ce film a donné l'opportunité aux uns et aux autres de connaître Madagascar, sa faune, sa flore, on parle de lémuriens, les animaux qui sont endémiques à Madagascar, les espèces rares à Madagascar, les tortues et tout ça, donc moi je crois que ça fait quand même son petit bonhomme de chemin.

TS : Monsieur le Président, merci pour cette interview.

« (...) *Moi je sens qu'il y a un intérêt aujourd'hui vers ce pays, je sens que l'on commence petit à petit à connaître ce pays* (...) ». En ce mois de juillet 2018, avec un quatrième Premier ministre, « *de consensus* » cette fois-ci, et un pseudo gouvernement du même qualificatif, de quelle manière connaît-on Madagascar sous le filoha Hery, sinon qu'il est devenu le 4^e pays le plus pauvre du monde ? Par ailleurs, place un peu aussi à la Banque mondiale qui, pourtant, n'avait versé aucun centime d'ariary au pays durant tout le temps qu'Hery Rajaonarimampianina était ministre des Finances et du Budget, soit durant près d'un mandat présidentiel entier.

Dans son rapport de 265 pages de mars 2017, intitulé en français « *Changement de fortune et persistance de la pauvreté à Madagascar* »

, la Banque mondiale démontre que l'économie du pays est confrontée à un large éventail de défis pour réduire la pauvreté, y compris des déficits importants en infrastructures, des chocs climatiques sévères, de mauvaises services de transport, un accès précaire aux marchés, et dans certains cas, des politiques contre-productives en réponse aux chocs externes. Le rapport souligne également que les microentreprises sont incapables d'augmenter leur productivité et leurs bénéfices à cause de conditions liées à la pauvreté généralisée, à la faible demande pour les biens et services non-agricoles, la faible performance des travailleurs et aux difficultés rencontrées dans le remboursement des crédits. Ces entreprises qui emploient la vaste majorité des travailleurs non-agricoles ne peuvent donc ni croître, ni générer plus d'emploi, ni augmenter les salaires.

Enfin, le très sérieux Rapport national sur le développement humain Madagascar 2018 du PNUD, se passe de commentaires... élogieux. Extraits concernant le domaine de la Santé publique (mais il y en a d'autres), démontrant une mauvaise gouvernance assassine.

Des dépenses publiques de santé ne favorisant pas les plus défavorisés

L'analyse de la distribution des avantages tirés des dépenses salariales du Ministère de la Santé sur le personnel des formations sanitaires révèle ainsi que le quintile le plus riche

bénéficie 3,6 fois plus que le quintile le plus pauvre, et au moins deux fois plus que les ménages dans tout autre quintile. Tandis que l'analyse de la distribution des avantages tirés des dépenses non salariales du Ministère de la Santé sur le personnel des formations sanitaires montre également que les avantages allant aux individus dans le quintile le plus riche sont deux à quatre fois plus élevés que ceux qui vont dans les deux quintiles les plus pauvres.

Une distribution régionale des dépenses de santé ne bénéficiant pas aux régions les plus pauvres

Les dépenses de fonctionnement du Ministère de la Santé Publique en soins de santé sont caractérisées par une répartition régionale fortement régressive. Même en restreignant les analyses aux dépenses de fonctionnement pour les soins de santé primaires, le constat est que des régions ayant un taux de pauvreté plus faible (régions DIANA, ANALAMANGA, BOENY, ALAOTRA MANGORO) reçoivent plus d'allocation de dépenses en soins de santé par habitant, au détriment des régions ayant des taux de pauvreté plus élevés (régions VAKINANKARATRA, ATSIMO ATSIANANA, BONGOLAVA, ITASY, ANOSY, ANDROY, ATSIMO ANDREFANA, VATOVAVY FITOVINANY, SAVA,...) mais qui reçoivent moins de financement.

Les dépenses publiques en santé ne sont pas allouées aux services de santé les plus demandés par la population

En se basant sur l'analyse des coûts unitaires des dépenses salariales de 2013 et le nombre de

personnes qui se rendent dans une formation sanitaire sur une base annuelle on peut constater que les coûts unitaires des soins de santé augmentent de façon exponentielle au fur et à mesure qu'on progresse dans les niveaux de soins. Le constat est clair, les CHU absorbent environ un tiers de toutes les dépenses du Ministère de la Santé destinées aux formations sanitaires, mais les pauvres ne les fréquentent que rarement, tandis que les CSB1 sont très largement fréquentées par les pauvres et ne disposent que de 7% des dépenses du Ministère.

Aussi, pour une optimisation des allocations des dépenses de santé par type d'établissement et pour plus d'efficacité dans les services de soins en faveur des populations vulnérables, il serait judicieux de déployer une partie du personnel de soins primaires des CHU aux formations qui accueillent les plus grands nombres d'usagers.



Pauvreté du pays. " je n'en suis pas le responsable, déclare Hery Martial Rajaonarimampianina. Une du journal en malgache "Ao Raha" du 4 Juin 2016.

Eh oui, les gars, Hery Rajaonarimampianina est vraiment un président de la république par pure hasard. Il ne faut pas s'étonner si son appétit est venu en mangeant. Mais alors qu'il cesse de parler la bouche pleine, sinon il finira par s'étouffer vraiment (comme dirait le PM de combat battu, Olivier Mahafaly).

Dossier de Jeannot Ramambazafy, également publié dans «[La Gazette de la Grande île](#)» du mercredi 18 juillet 2018